



## LES TURCS FACE À L'ARBITRAIRE

Après le putsch raté il y a un an, la démocratie turque est à l'agonie. Le président Erdogan a verrouillé le pays et réprime tous azimuts

Il y a un an, au soir du 15 juillet 2016, des militaires factieux descendaient dans la rue pour prendre le contrôle des ponts sur le Bosphore. D'autres s'envolaient à bord de leurs chasseurs-bombardiers pour attaquer le Parlement turc et intercepter le président Erdogan. Leur tentative de putsch a échoué et la Turquie s'est réveillée, le lendemain, meurtrie mais fière d'avoir mis en échec cet énième coup de force de l'armée.

Les militaires avaient dicté leur loi, d'une manière ou d'une autre, en 1960, 1971, 1980 et 1997. Mais plus en 2016. La démocratie était enfin durablement et solidement installée dans la République turque. Pendant les jours qui ont suivi le putsch manqué, une forme d'union nationale – dont le Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde) a été d'emblée écarté – a régné autour de Recep Tayyip Erdogan, malgré les réserves et les

controverses l'entourant. Il incarnait une Turquie civile, sortie des urnes et non des casernes. Une démocratie certes imparfaite mais réelle et vivace.

### Coup d'Etat, civil celui-ci

Un an plus tard, le putsch a réussi et la démocratie turque n'est plus que l'ombre d'elle-même. Pourtant, les factieux du 15 juillet sont sous les verrous ou en fuite. C'est le président Erdogan, miraculé du 15 juillet, qui a ramassé la mise en menant son propre coup d'Etat, civil celui-ci.

En deux temps, d'abord avec l'instauration, pendant l'été, de l'état d'urgence, qui a ouvert la porte à des arrestations massives (de 40 000 à 50 000 personnes) et à des purges monstres (150 000 fonctionnaires), sans compter les innombrables mesures attentatoires aux libertés (privations de passeport, saisies de biens et de comptes, fermetures d'entreprises et

d'établissements d'enseignement, etc.) qui ont visé les membres de la confrérie de l'imam Fethullah Gülen, accusée par le pouvoir d'avoir ourdi la tentative de coup d'Etat, mais aussi l'ensemble des opposants au régime, militants de la cause kurde, gauche laïque, etc.

Les milieux islamistes et même toute déviance au sein de l'AKP, le parti islamoc-conservateur au pouvoir, sont aussi dans le collimateur. La délation et l'arbitraire sont devenus la règle. La justice, engorgée par les procédures, juge en masse à partir de dossiers bâclés et toute la lumière sur les sombres heures du 15 juillet est loin d'avoir été faite.

Le deuxième temps de l'instauration d'une autocratie légale en Turquie a été l'adoption, par référendum le 16 avril, d'une réforme de la Constitution donnant au président turc des pouvoirs encore renforcés. Le oui est passé de

justesse avec 51,41 % des voix, révélant une société plus divisée que jamais, mais aussi de forts soupçons de fraude. Un tabou a été brisé avec la remise en cause de l'honnêteté du processus électoral.

### « Pas besoin de l'UE »

Jusque-là, la société et les partis avaient subi, groggy, cette avalanche de coups et de mauvaises nouvelles. Mais un fait récent et majeur redonne un peu espoir. Des centaines de milliers de Turcs ont suivi la « marche pour la justice », entre Ankara et Istanbul, à l'initiative du CHP, le parti d'opposition de la gauche kémaliste. C'est un réveil. Il ne suffira pas à lui tout seul. Les Turcs ont besoin d'aide et de soutien.

Les sociétés européennes doivent soutenir la Turquie face au défi qui lui est lancé, parce qu'elle est proche, parce qu'elle a manifesté, de longue date, son

désir d'intégrer l'Union européenne. Dans une interview, mercredi 12 juillet, à la BBC, le président Erdogan a expliqué que son pays n'avait « pas besoin de l'UE » et que la Turquie serait « soulagée » d'un rejet de sa candidature. Une nouvelle provocation qui montre combien ce dernier cherche à se débarrasser de ce qu'il voit comme une entrave à son désir illimité d'arbitraire.

Parce que la presse est le meilleur baromètre de la liberté d'expression, *Le Monde* et Reporters sans frontières ont donc décidé de s'associer pour lancer un appel à libérer les dizaines de journalistes emprisonnés en Turquie – Recep Tayyip Erdogan n'en reconnaît que... deux – et à rouvrir les quelque 150 médias fermés en un an. La défense de la démocratie en Turquie est une garantie de paix pour les Européens. ■

CHRISTOPHE AYAD

## Nicole Tung, photographe

Née en 1986 à Hongkong, Nicole Tung vit à Istanbul. Elle a conçu une série de photos sur les victimes directes ou indirectes de la purge débutée après la tentative de coup d'Etat, le 15 juillet 2016.

# La machine folle de la répression

Depuis le putsch raté du 15 juillet 2016, l'arbitraire est devenu la règle.

50 000 personnes ont été incarcérées et 150 000 fonctionnaires suspendus ou limogés, sans toujours savoir pourquoi

ANKARA, ISTANBUL - envoyé spécial

La petite valise est posée devant la porte, avec un coussin orthopédique, un masque pour dormir, mais aucun livre, car ils ne sont pas autorisés pendant la garde à vue qui peut désormais se prolonger jusqu'à trente jours. «*Derrière l'apparence d'un président fort, il y a un pouvoir faible qui a peur et donc qui tape tous azimuts*», soupire Baskin Oran, professeur émérite de sciences politiques à l'université d'Ankara, interdit d'enseignement depuis cinq mois. Intellectuel engagé de longue date dans la bataille pour les droits des minorités, il avait publié à la mi-juin sur sa page Facebook un texte évoquant en détail la répression au quotidien dans les régions du sud-est du pays à majorité kurde.

Les trolls pro-Erdogan furent les premiers à se déchaîner sur la Toile, puis le ministre de l'intérieur, Süleiman Soyulu, l'un des poids lourds du gouvernement, est intervenu le traitant de «*laquais des Kurdes*» et affirmant qu'il allait saisir ses services de l'affaire. Depuis, Baskin Oran attend une descente de police qui pourrait survenir dans quelques jours, quelques semaines... ou jamais. «*Ce n'est pas du totalitarisme mais quelque chose de beaucoup plus pernecieux, un régime fondé sur l'arbitraire où la limite entre ce l'on peut dire et ne pas dire devient toujours plus aléatoire, et où les mêmes propos, selon qu'ils sont tenus par telle ou telle personne, peuvent entraîner ou non l'arrestation*», résume Ahmet Insel, universitaire et auteur notamment de *La Nouvelle Turquie d'Erdogan* (La Découverte-Poche, 208 pages, 10 euros).

Après le putsch militaire raté du 15 juillet 2016, qu'il attribue à la confrérie islamiste du prédicateur Fethullah Gülen, réfugié depuis 1999 aux Etats-Unis, Recep Tayyip Erdogan s'est lancé dans un véritable reformatage de l'Etat, en recourant à des purges massives pour s'assurer un contrôle total de la justice et la police, largement infiltrées par les «*gülenistes*» longtemps alliés de l'AKP (Parti de la justice et du développement), le mouvement islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002. Accusant les Occidentaux d'avoir sous-estimé la portée de ce coup de force (249 morts, 2 113 blessés), le président turc ne cesse de rappeler

le droit des institutions turques à se défendre. «*Ils ont proclamé l'état d'urgence en France pour beaucoup moins que ça*», répète-t-il volontiers.

Quelque 50 000 personnes ont été incarcérées et 150 000 fonctionnaires limogés ou suspendus. Des dizaines de milliers d'autres font l'objet d'enquêtes parce qu'ils sont susceptibles, du seul fait de leur cursus scolaire ou professionnel, d'avoir eu des sympathies gülenistes. La proclamation de l'état d'urgence, dès le 20 juillet, a aussi permis aux autorités de s'en prendre à tous ceux qu'il accuse de soutenir, même seulement par leurs écrits ou des pétitions pour la paix, la guérilla kurde du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Toute contestation est potentiellement punissable: un texte, un Tweet, des propos jugés injurieux pour le chef de l'Etat.

### Les dénonciations et la peur

On peut être suspect sans même le savoir, dénoncé par un voisin, un concurrent, ou un collègue partisan convaincu d'Erdogan, simplement envieux ou attiré par les récompenses offertes. Le MIT (service national de sécurité) se félicite de ces appels de citoyens voulant coopérer avec les autorités dont le nombre a doublé en un an pour atteindre le chiffre record de 65 000. D'où la peur. «*C'est souvent au contrôle de police à l'aéroport que l'on apprend être interdit de sortie du territoire et le passeport est immédiatement confisqué*», raconte un homme d'affaires, qui, chaque fois qu'il sort du pays, a une boule à l'estomac. Après le coup d'Etat militaire de septembre 1980, les arrestations furent certes beaucoup plus massives – 650 000, soit douze fois plus qu'aujourd'hui dans un pays moitié moins peuplé. «*Mais à l'époque, nous savions que l'armée, comme après ses interventions de 1960 et 1971, rendrait rapidement le pouvoir aux civils alors que, cette fois, Erdogan verrouille de plus en plus le sien*», relève un universitaire qui jongle quotidiennement, pendant ses cours comme dans ses publications, avec le dicible et l'indicible.

Il y a d'évidentes lignes rouges: en premier lieu tout ce qui touche à Recep Tayyip Erdogan et ses proches. «*Etre dans la ligne de mire du despote, c'est subir le déchaînement de l'appareil judiciaire dans toute sa puissance et sans aucun possible recours*», explique Ahmet Insel, qui est aussi chroni-

queur au quotidien de centre gauche *Cumhuriyet*, qui publia en mai 2015 des documents prouvant des livraisons d'armes par les services secrets turcs à des djihadistes syriens. «*Ils paieront pour cela, je les traquerai jusqu'au bout*», lança alors le président turc.

Inculpé pour espionnage et violation de secrets d'Etat, crimes passibles de vingt-cinq ans d'emprisonnement, le directeur du journal, Can Dündar, s'est réfugié en Allemagne. Peu après, onze autres piliers du quotidien furent arrêtés pour complicité avec les gülenistes, accusation d'autant plus absurde que ces derniers, à l'époque de leur toute-puissance, en avaient fait l'une de leurs cibles principales. Le quotidien continue de sortir, laissant en blanc l'emplacement des chroniques de ses éditorialistes vedettes incarcérés.

«**DERRIÈRE L'APPARENCE D'UN PRÉSIDENT FORT, IL Y A UN POUVOIR FAIBLE QUI A PEUR ET DONC QUI TAPÉ TOUS AZIMUTS**»

**BASKIN ORAN**  
professeur émérite de sciences politiques à l'université d'Ankara



Hasan Kizilkaya, à Istanbul, le 5 juillet. Il est le frère du journaliste emprisonné Inan Kizilkaya, directeur de la rédaction du journal kurde «*Özgür Gündem*», arrêté le 22 août 2016.

«*Erdogan a profité du coup d'Etat militaire raté pour réussir un véritable coup d'Etat civil*», résume Zeynal Emre, député du CHP (Parti républicain du peuple), la principale force de l'opposition et membre de la commission parlementaire censée enquêter sur le putsch raté dont bien des aspects restent mystérieux à ce jour. Dominée par l'AKP, la commission a décidé d'éviter les questions qui fâchent. Rien ne doit écorner le récit mis en avant par les autorités pour célébrer l'héroïsme des «*martyrs*» et la grandeur du «*reis*» (chef), comme le surnomment désormais ses partisans. Dans toutes les villes du pays, des places ou des avenues commémorent les «*martyrs du 15 juillet*». Les livres scolaires ont été réécrits.

### «**Sa paranoïa a gagné toute la société**»

Face aux putschistes, Erdogan avait reçu le soutien de toutes les forces politiques, mais il a fait le choix de la répression contre tous ses opposants. «*Sa paranoïa a gagné toute la société et le pays est toujours plus polarisé entre ceux qui l'adulent et ceux qui le haïssent*», résume un diplomate. Deux blocs plus ou moins équivalents. En témoigne sa très étriquée victoire au référendum du 16 avril élargissant encore ses pouvoirs, à peine 51,4 % malgré une campagne inéquitable et de nombreuses irrégularités. Les grandes villes, comme Istanbul et Ankara, jusque-là bastions de l'AKP ont donné la majorité au non. Le succès de la «*marche de la justice*» organisée par le CHP entre Ankara et Istanbul est un autre signe de la résistance croissante des couches les plus dynamiques et les plus ouvertes de la société turque.

«*La répression va s'amplifier jusqu'à l'élection présidentielle de 2019, où Erdogan ne veut pas prendre le risque d'un second tour*», analyse Mithat Sancar, professeur de droit constitutionnel, et député du HDP (Parti démocratique des peuples), le mouvement pro-kurde, que le pouvoir veut mettre hors du jeu politique. Diverses procédures ont été ouvertes à l'encontre de 55 de ses 59 députés après la levée de leur immunité parlementaire, en mai 2016, avant même la tentative de putsch et 13 d'entre eux, dont les deux coprésidents du parti, Selahattin Demirtas et Figen Yüsekdağ, sont incarcérés pour leurs liens supposés avec la guérilla kurde.

Le chef du groupe parlementaire du HDP, Ahmet Yildirim, vient d'être condamné à un an et deux mois de prison pour «*insulte au chef de l'Etat*», une peine qui le déchoit de son statut de député et lui interdit de se représenter. Il avait juste lancé, lors d'un meeting: «*Drôle de sultan que celui-là*», en parlant du président Erdogan. «*Avec la réforme constitutionnelle d'avril, le président devient aussi juridiquement leader du parti au pouvoir et toute critique de la politique de l'AKP peut désormais être considérée comme une insulte au chef de l'Etat*», relève Mithat Sancar, lui-même sous enquête pour des faits similaires.

Les autorités n'hésitent pas non plus, quoique de manière moins systématique, à cibler les élus du CHP ou les dissidents du MHP, le parti ultranationaliste, qui refusent l'alliance avec l'AKP. Recep Tayyip Erdogan le clamait déjà au début de sa vie politique: «*La démocratie c'est comme un autobus, on en descend quand on arrive à la destination voulue.*» ■

MARC SEMO



Les partisans du président turc, Recep Tayyip Erdogan, font le salut à quatre doigts des islamistes, lors du passage de la « marche pour la justice », organisée par l'opposition, à Izmit, le 4 juillet.



Des participants de la « marche pour la justice », entre les villes d'Izmit et Derince, le 4 juillet.

## Une justice débordée et sous pression du pouvoir

Tétanisés par la peur ou acquis au régime, les magistrats appliquent ce qu'exigent les procureurs, eux-mêmes aux ordres du président

ANKARA - envoyé spécial

Pendant les sept mois de l'instruction, jamais une seule fois il n'a pu assurer normalement ses fonctions d'avocat. « Comme mes collègues, je n'ai pas eu accès au dossier jusqu'à la déposition de l'acte d'accusation, et tous les entretiens avec mon client étaient filmés », soupire Sabit Aktas, défenseur d'un des généraux présumés putschistes. M<sup>e</sup> Aktas reconnaît en avoir été réduit à « faire du soutien psychique », rassurant l'accusé sur ses proches et ces derniers sur ses conditions de détention.

Imposées par décret au titre de l'état d'urgence, ces règles s'appliquent pour toutes les affaires liées au coup d'Etat raté du 15 juillet 2016, organisé, d'après les autorités, par la confrérie islamiste de l'imam Fethullah Gülen, surnommée « la FETO », acronyme pour « l'organisation terroriste de Fethullah Gülen », selon la « novlangue » utilisée par les autorités.

Rares sont les avocats qui acceptent de défendre une personne impliquée dans le putsch. Par peur ou par rejet de ce que représentent les gülenistes. « S'ils avaient gagné, cela aurait été encore pire », se justifie un avocat qui fut commis d'office et déclara rapidement forfait après avoir reçu des menaces. Quant à la peur... « Si vous dénoncez les mauvais traitements subis par les putschistes, vous êtes facilement accusé d'être güleniste et, si vous parlez des violences dans le Sud-Est, de complicité avec la guérilla kurde », soupire Senem Doganoglu, l'une des avocates de la Fondation pour les droits de l'homme.

Au moins 400 avocats ont été arrêtés, selon les données de l'Union des barreaux. « Un avocat n'est pas innocent du seul fait d'être avocat mais, désormais, la présomption de culpabilité remplace trop souvent la présomption d'innocence », dénonce Metin Feyzioğlu, président de cette organisation qui regroupe les 102 000 avocats du pays.

Après avoir un peu hésité, Sabit Aktas a pourtant décidé d'assurer la défense d'Ahmet Bican Kirker, un général d'infanterie. « Laïque, kurde et de gauche, j'incarne tout ce qu'exècrent les gülenistes, mais eux aussi ont le droit à une défense », explique ce spécialiste des affaires d'abus sexuels à l'encontre des mineurs.

Son client est l'un des 221 accusés du grand procès qui s'est ouvert le 22 mai à Sincan, à une cinquantaine de kilomètres d'Ankara, contre ceux qui sont censés être les principaux maîtres d'œuvre du coup d'Etat. Le ministère public a requis « 2988 fois la perpétuité ». Un procès symbole illustrant les dysfonctions et les dérives d'une justice turque sous état d'urgence. Après une vingtaine de jours d'audience, tout a été renvoyé à novembre pour que les défenseurs puissent enfin se plonger dans les quelque 2800 pages de l'acte d'accusation et les 500 volumes d'annexes.

Quand les avocats des accusés, dont M<sup>e</sup> Sabit Aktas, ont évoqué les mauvais traitements dont leurs clients ont été victimes après leur arrestation pour leur arracher des aveux, le président de la cour et les avocats représentant le président Erdogan, partie civile dans le procès, les ont publiquement mis en garde.

Le sujet est tabou et le pouvoir veut un verdict rapide. « Nous savons qui a bombardé, qui a donné les ordres et qui a tué les gens avec les tanks et les avions. Alors pourquoi traîner autant ? », a lancé fin juin le premier ministre, Binali Yildirim.

### Un système au bord de l'implosion

« La justice turque n'est même plus capable d'assurer efficacement les procès jugés prioritaires », souligne un observateur européen. L'ensemble du système judiciaire est en effet au bord de l'implosion. Il est affaibli par l'ampleur des purges, avec le limogeage de 4 000 juges et procureurs, dont 2 500 en détention – sur un total de 14 000 –, tous accusés de liens avec la confrérie. Il est submergé par l'abondance des dossiers avec 55 000 personnes inculpées, dont 40 000 incarcérées, pour leur rôle supposé dans le coup d'Etat.

Débordés, les magistrats craignent en outre de prendre la moindre initiative. C'est vrai en premier lieu dans les affaires de terrorisme, mais aussi pour tout ce qui peut impliquer d'une manière ou d'une autre le Parti de la justice et du développement (AKP), le mouvement islamiste au pouvoir depuis 2002.

« Déplaire en haut lieu, c'est prendre le risque de voir sa vie basculer subitement sous le coup d'une mutation ou d'un limogeage ou même d'être arrêté. Depuis le coup d'Etat, ce ne sont même plus les juges qui décident des détentions et des inculpations : ils appliquent à la lettre ce qu'exigent les procureurs qui, eux-mêmes, obéissent servilement au pouvoir, quand ils ne devançant pas ses desirs », accuse Mustafa

### « DÉSORMAIS, LA PRÉSUMPTION DE CULPABILITÉ REMPLACE TROP SOUVENT LA PRÉSUMPTION D'INNOCENCE »

METIN FEYZIOĞLU  
président de l'Union  
des barreaux

Karadag, président de l'Union des juges, la dernière organisation indépendante au sein de la magistrature turque, plutôt marquée à gauche.

Ironie du sort, cette organisation avait dénoncé, pendant des années, les infiltrations des gülenistes au sein des rouages de l'Etat, menées avec le soutien de l'AKP au pouvoir, « comme un danger existentiel pour la République ». Juge des affaires familiales à Ankara, M. Karadag vient d'être muté au tribunal de Saniurfa, près de la frontière syrienne, pour siéger à une cour prud'homale. Une évidente sanction pour ce magistrat qui a trente ans de carrière.

La mainmise sur l'appareil judiciaire reste la priorité de Recep Tayyip Erdogan. La réforme constitutionnelle, approuvée le 16 avril à l'issue d'un référendum contesté, lui assure le contrôle de la Cour constitutionnelle, dont 12 des 15 membres sont nommés par le chef de l'Etat, et celui du Haut Comité des juges et des procureurs, composé de 13 membres

(6 nommés par le chef de l'Etat, 7 par le Parlement, où son parti est majoritaire).

Les nouveaux recrutements vont parfaire le verrouillage. Le ministère de la justice a sélectionné sur dossier des avocats et juristes qui seront admis dans la carrière après trois à six mois de formation complémentaire. « Un millier d'entre eux ont travaillé dans le passé pour l'AKP et certains étaient même des cadres locaux du parti », s'indigne İlhan Cihaner, député du Parti républicain du peuple (CHP), la principale force de l'opposition, et ancien procureur d'Erzincan (est), arrêté quelques mois, en 2010, pour avoir enquêté sur les infiltrations gülenistes dans l'Etat.

Les nouveaux magistrats sont encore plus tétanisés que leurs aînés par la peur du faux pas. « Ils se barricadent dans leurs bureaux et, quand enfin on arrive à les coincer, c'est comme être face à un mur », soupire l'avocate Sinem Coskun, déplorant que de simples affaires de divorce ou des banales causes civiles, auparavant réglées en quelques mois, restent enlisées.

Ces magistrats acquis au pouvoir savent, en revanche, se montrer très zélés pour instruire les plaintes pour insulte au chef de l'Etat (46 000 en 2016), qui ont abouti à 4 936 procédures judiciaires et un millier d'inculpations, même si ces affaires confinent souvent à l'absurde, comme celle d'un chauffeur de bus d'Istanbul « dénoncé » par un passager. « Ces jeunes magistrats ne sont pas seulement à la botte du pouvoir, ils pensent comme le pouvoir », relève avec amertume Mustafa Karadag, le juge syndicaliste. ■

M. SE.

## « Erdogan veut une armée à sa botte »

Spécialiste de l'armée turque, Gareth Jenkins décrit comment le chef de l'Etat a pris le contrôle total des institutions militaires

### ENTRETIEN

ISTANBUL - envoyé spécial

Analyste politique, Gareth Jenkins est un spécialiste de l'armée turque. Il a notamment publié *Context and Circumstance: The Turkish Military and Politics* (Oxford University Press, 2001, non traduit).

**La reprise en main de l'armée après le coup d'Etat raté du 15 juillet 2016 marque-t-elle la fin du rôle spécifique des militaires dans la vie politique turque ?**

Les décrets pris après le coup d'Etat raté du 15 juillet ont placé l'armée, jusque-là largement autonome du pouvoir politique, sous le total contrôle du ministère de la défense et du président de la République. Les écoles de cadets dépendent maintenant du minis-

tère de l'éducation. Les hôpitaux militaires de la santé. Les élèves des lycées religieux peuvent désormais faire une carrière militaire. Recep Tayyip Erdogan veut une armée qui lui soit proche pour ne pas dire à sa botte.

Mais ce processus avait commencé bien avant, au début des années 2000, avec l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne. En 2007, l'état-major tenta par une mise en garde publique de bloquer la candidature à la présidence de la République d'Abdullah Gül, alors proche de Recep Tayyip Erdogan, sans succès même si l'armée restait encore un véritable Etat dans l'Etat. Elle fut ensuite affaiblie avec les grands procès lancés en 2010 contre des centaines de hauts gradés pour de présumés complots visant à renverser le gouvernement de l'AKP.

**Quelle a été la réelle implication de l'armée dans le coup d'Etat ?**

Les militaires actifs dans le coup d'Etat, ou qui l'ont soutenu, furent très minoritaires. D'autant plus que, dès les premiers moments, il était évident que ce serait un échec. Selon l'état-major, à peine 1,5 % des forces armées avaient été impliquées. Les purges, notamment parmi les officiers de haut rang, ont été néanmoins massives. Quelque 10 000 officiers ont été limogés dont près de 200 généraux, soit plus de la moitié d'entre eux.

Recep Tayyip Erdogan a affirmé que ce coup d'Etat était un don de Dieu. Il a fait avec les militaires ce qu'il a fait avec le reste de l'appareil de l'Etat, saisissant l'occasion pour virer tous ceux qu'il n'aime pas. Bon nombre des hauts gradés visés étaient des kémalistes et

des nationalistes, peu suspects de sympathie pour la confrérie islamiste de Fethullah Gülen.

Ceci étant, il est encore difficile de comprendre ce qui s'est réellement passé. Le coup d'Etat fut chaotique, mais la réponse de l'Etat l'a été tout autant. Si Erdogan, comme l'affirment les adeptes des théories du complot, avait tout organisé lui-même pour renforcer son pouvoir, il aurait fait en sorte de se donner un bien meilleur rôle, se montrant comme le leader qui contrôle la situation. Or, nul n'a oublié son visage défaît et paniqué sur les écrans de télévision peu après avoir échappé aux putschistes.

**Les capacités de l'armée turque ont-elles été entamées par les purges ?**

C'est une évidence. Il y a, par exemple, désormais deux fois

plus d'avions que de pilotes. En clair, l'armée n'est plus à même d'effectuer ses missions. Cela est d'autant plus préoccupant que le président Erdogan cherche en priorité à reconstruire une armée qui lui soit totalement loyale et idéologiquement proche. Et ce, même aux dépens de son efficacité opérationnelle.

**Pilier du flanc sud-est de l'OTAN, la Turquie a des rapports de plus en plus difficiles avec l'Alliance. Pourquoi ?**

Cela n'est pas dû seulement à l'affaiblissement de ses capacités militaires. Les tensions ne feront que croître. L'Allemagne, la Grèce, et d'autres pays de l'Alliance, accueillent des officiers turcs fuyant les arrestations, ce qui suscite l'indignation d'Ankara, qui, en représailles, joue à plein de son pouvoir de nuisance et fait mon-

ter les enchères. Le ministre de la défense vient d'annoncer sa volonté d'acheter des missiles S-400 à la Russie. La Turquie représente désormais un casse-tête d'autant plus compliqué pour l'OTAN que, dans le traité, rien ne permet l'exclusion d'un membre.

Je ne crois pas pour autant que la Turquie ait la tentation de quitter l'OTAN, même si, au sein de l'armée et parmi des géopoliticiens proches du pouvoir, certains prônent un rapprochement avec la Russie et la Chine au nom d'une vision « eurasiatique ». Quitter l'OTAN, en outre, serait un véritable suicide. Ni la Russie ni la Chine ne veulent d'un véritable partenariat stratégique avec la Turquie, qui est trop faible pour être seule. L'OTAN reste sa seule véritable garantie de sécurité. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR M. SE.

**Asli Erdogan, romancière et collaboratrice du journal prokurde « Özgür Gündən ». Arrêtée en août 2016, elle est libérée sous contrôle judiciaire, le 29 décembre. Ici, le 10 juillet, à Istanbul.**



# A Usküdar, reflet des brisures d'Istanbul

Nombre d'habitants de ce quartier conservateur, où Erdogan possède une résidence, ont été arrêtés ou ont fui après la victoire du oui au référendum constitutionnel

## REPORTAGE

ISTANBUL - envoyé spécial

Le soir du coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016, à Istanbul, une balle a traversé le mollet gauche de Taha Kurt. Le jeune homme s'était précipité vers la résidence privée du président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui domine son quartier, Usküdar, perchée sur une colline de la rive asiatique du Bosphore. Le président se trouvait alors à Marmaris, sur la côte égéenne, mais Taha Kurt l'ignorait : il voulait le protéger. M. Kurt a été blessé peu après, alors qu'il défiait les soldats bloquant le premier pont du Bosphore.

Taha Kurt, 23 ans, est aujourd'hui titulaire d'une carte de vétéran. On lui a attribué un emploi à la mairie d'Istanbul. Son nouveau statut de fonctionnaire municipal l'a forcé à quitter le Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir), mais il demeure actif dans le réseau d'associations politiques et d'aide sociale qui lui sont liées. Il a rejoint un groupe de veilleurs de quartier et se tient prêt, en cas de nouvelle menace : « Nous ne patrouillons plus mais nous gardons nos téléphones ouverts, la nuit. Les forces de l'ordre nous font confiance », dit-il.

Ces associations sont une matrice, encore très désordonnée, de la Turquie nouvelle que

le président Erdogan appelle de ses vœux depuis la tentative de putsch : une république autoritaire, plus eurasiatique qu'européenne, qui assume son identité musulmane. M. Erdogan électrise la jeunesse d'Usküdar liée à l'AKP ou aux groupes islamistes, qui profitent du démantèlement de la confrérie de l'imam Fethullah Gülen, ancien allié du pouvoir accusé d'avoir été le cerveau de la tentative de putsch. Les classes populaires conservatrices sont restées fidèles au *reis* (« chef ») : elles ont validé par référendum, le 16 avril, une réforme constitutionnelle attribuant au président des pouvoirs élargis. Cependant, hors de ce noyau dur de clients et de partisans du pouvoir, un malaise s'est installé : les accusations de fraude au référendum et la courte majorité qui a permis au oui de l'emporter y sont pour beaucoup.

En juin, un responsable des jeunesses AKP d'Istanbul a posé fièrement sur Facebook, un pistolet-mitrailleur en main, se disant prêt à tuer, alors que des opposants démarraient une « marche pour la justice » lancée par le parti kémaliste, le CHP. Ce responsable a été brièvement détenu, l'AKP a demandé sa démission. Taha Kurt approuve le parti : « Nous avons nous-mêmes longuement négocié pour avoir des armes. Mais il a été décidé que c'était trop dangereux », rassure-t-il.

### « Répare de la sédition »

Usküdar est un quartier est conservateur, un bastion de l'islam politique depuis les années 1980, mais il demeure mixte : une bourgeoisie bohème et libérale investit les pentes du district de Kuzguncuk, qui a voté à plus de 70 % non au référendum. Usküdar, dans son ensemble, a voté non également, comme Istanbul et les grandes villes du pays. « C'est un échec personnel pour Erdogan : il est affaibli dans sa propre maison », souffle Ali Erdogan, cafetier dans le quartier, homonyme du président mais n'ayant rien à voir avec lui.

Le café d'Ali rassemble des intellectuels islamistes, conservateurs et néanmoins opposés à la politique de l'AKP. « Les militants nous ont désignés comme un « repaire de la sédition » pendant la campagne pour le référendum », rigole Ali. Quelques mois plus tard, certains reviennent boire le thé avec lui, comme Idris Uzuner, architecte et membre du comité exécutif de l'AKP à Usküdar, en charge de l'aménagement urbain.

## « C'EST UN ÉCHEC PERSONNEL POUR ERDOGAN : IL EST AFFAIBLI DANS SA PROPRE MAISON »

ALI ERDOGAN  
cafetier

M. Uzuner sent monter une colère, une lassitude parmi ses concitoyens : la pression immobilière pèse dans ce quartier qui s'embourgeoise. La manie de la bétonneuse, inscrite dans l'ADN du parti, a abîmé le centre-ville. L'économie turque souffre et les petits commerçants s'inquiètent pour leurs affaires. « Les gens n'ont cessé de nous interpellier pendant les réunions de campagne sur ce slogan de l'opposition : le régime présidentiel, c'est "le pouvoir d'un seul homme" », reconnaît-il.

### « Résistance passive »

M. Uzuner lui-même aurait « bien des critiques » à énoncer contre l'AKP, au pouvoir depuis quinze ans, mais l'époque ne s'y prête pas. Au lendemain du coup d'Etat manqué, il a réfléchi : et si les militaires avaient réussi ? Il s'est imaginé « ramassé avec les cadres du parti dans un stade », envoyé Dieu sait où... Et pourtant, « même les gens qui ne sont pas affectés par les purges en ont assez de l'état d'urgence [décrété à la suite de la tentative du coup d'Etat]. Ça ne peut pas continuer plus d'un an encore », raisonne-t-il.

Les purges, lancées contre le réseau Gülen, ne cessent de s'élargir et frappent souvent au hasard : plus de 135 000 personnes ont perdu leur emploi, près de 50 000 sont sous les verrous. La grande famille d'armateurs du district de Kuzguncuk, les Kalkavan, a été un temps inquiétée. Sur la rive du Bosphore et dans la *gated community* (une résidence fermée avec accès surveillé) des Palmiers du Bosphore, dans les collines, une bourgeoisie islamiste aisée, intégrée au pouvoir, constate qu'« aucune position n'est plus acquise », note le géographe Jean-François Pérouse.

Dans le nord du quartier, à Cengelköy, on se prépare à inaugurer, le 15 juillet, un monument aux « martyrs » du coup d'Etat. Cette larme de béton doit honorer la mémoire des citoyens qui avaient tenté d'arrêter les putschistes, il y a un an. On dénombre 15 morts à Usküdar. Le lycée militaire Kuleli, d'où la troupe était sortie ce soir-là, dirigée par des officiers putschistes, a été fermé. Des ouvriers rénovent les installations électriques du bâtiment ottoman, sur un quai du Bosphore abandonné aux pêcheurs.

« Nous n'oublierons jamais cette nuit. Nous ferons en sorte que personne n'oublie ces événements héroïques », dit Can Cumurçu. Le muhtar, le maire du district de Çengelköy,

avait guidé une foule de « résistants » le 15 juillet. Il a perdu un neveu, tué par les militaires. Lui-même a été blessé à la cuisse gauche. Il estime qu'une centaine de ses administrés sont sous les verrous, victimes des purges.

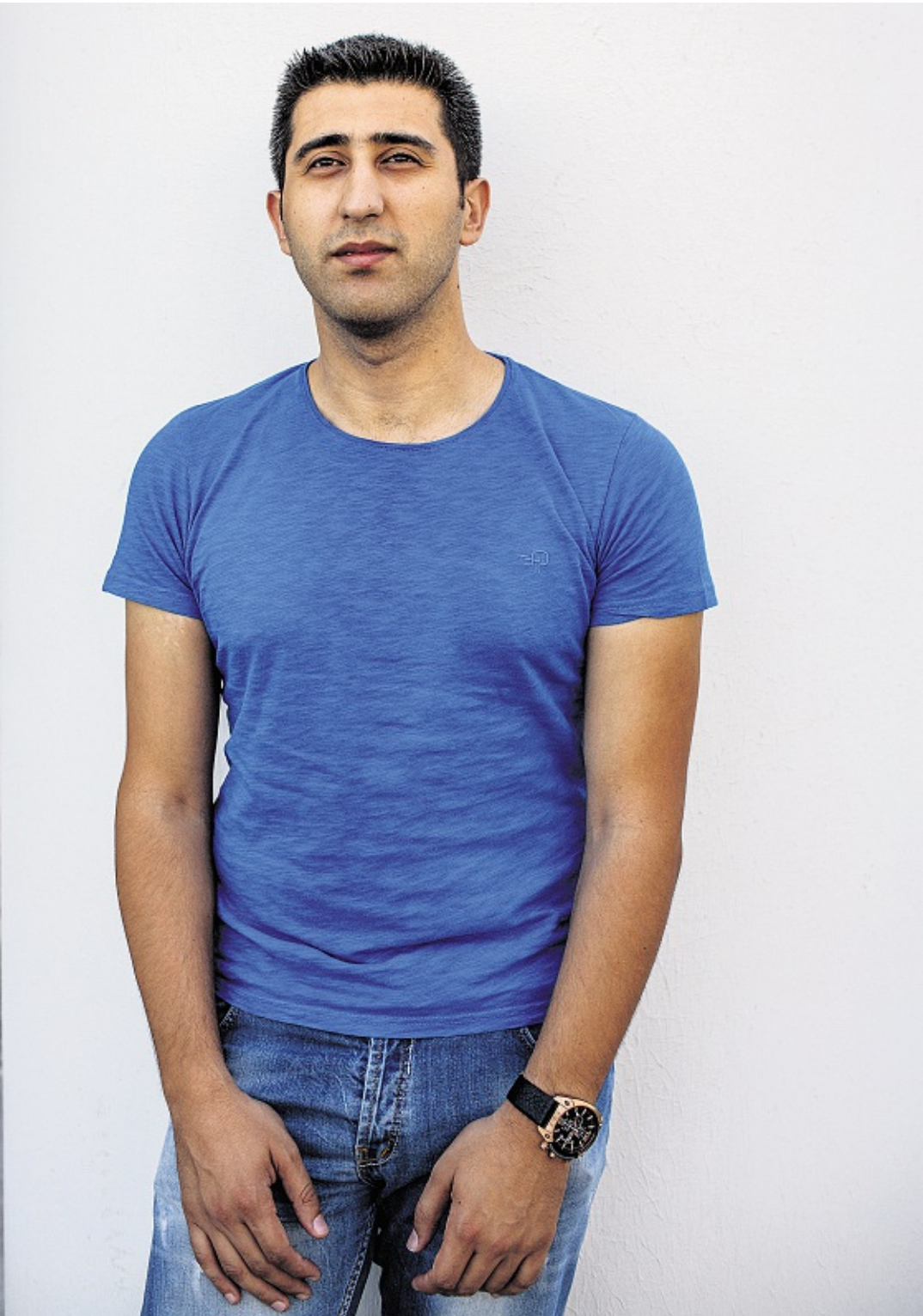
« Mon propre beau-frère est en prison, dit-il. Il était cadre dans un hôpital à Sinop, en Anatolie, et membre d'un syndicat lié à FETÖ [acronyme gouvernemental désignant l'« organisation terroriste Fethullah Gülen »]. Nous l'avions prévenu... Sa femme est triste aujourd'hui mais nous aussi, nous avons souffert ! » Les enfants du maire ne vont plus à l'école du soir : liées au réseau Gülen, ces écoles ont été dissoutes. Certains de leurs professeurs au lycée public ont quitté le quartier, « on ne sait pas où ils sont partis ». Le dentiste de M. Cumurçu est également sous les verrous : « Il avait tenté de fuir le pays, c'est la preuve qu'il était coupable ! » Le maire ne tient plus en place : il se lève brusquement, sa cuisse le fait souffrir.

La jeunesse libérale du quartier, parmi laquelle se recrutent les activistes qui ont fait campagne contre le référendum, demeure dans l'expectative : que faire quand aucune élection n'est prévue avant 2019 ? « On se démobilise. Les gens s'habituent à la pression », dit Selin Pelek, 36 ans, économiste à l'université de Galatasaray.

Le principal combat local, c'est la défense de jardins partagés où les habitants cultivent tomates et laitues, toutes classes sociales confondues. La mairie voudrait bâtir un hôpital à la place. Chacun se souvient ici des manifestations antigouvernementales de la place Taksim, sévèrement réprimées en 2013, qui avaient commencé par la défense du parc Gezi menacé par les bétonneuses.

« Nous faisons de la résistance passive : les gens ont peur », dit Arman Topgöl, 30 ans, sociologue engagé dans la défense des jardins partagés. Certains de ses amis ont quitté le pays, ceux qui en avaient les moyens ou qui n'avaient pas le choix : des universitaires purgés, des journalistes. « D'autres, plus nombreux, se sont décidés à quitter Istanbul. Ils sont partis sur la côte de la mer Egée : ils sont devenus artisans, ils se lancent dans l'agriculture... » Ils font de la résistance au rythme où poussent les légumes, comme M. Topgöl, en attendant de trouver mieux. ■

LOUIS IMBERT



Oguz Yildirim, 29 ans, agent de police pro-Erdogan, était en service, à Ankara, dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016, lors du coup d’Etat.

# Les alévis ou la gauche étouffée

Dans la région de Tunceli, en Anatolie orientale, cette communauté constitue l’un des derniers bastions de la gauche turque. 80,4 % des électeurs ont voté non à la réforme constitutionnelle. Et, face à la répression, beaucoup songent à émigrer

OVACIK (PROVINCE DE TÜNCELI, TURQUIE) - *envoyé spécial*

À l’approche du mois de mai, la petite bourgade d’Ovacik et ses environs sont tout juste sortis des rigueurs de l’hiver. De toutes parts, de hautes montagnes aux cimes enneigées masquent l’horizon, dominant les rues aux façades délavées. Le rire de quelques enfants jouant sur une place griffe à peine le silence.

Sur un mur terne, un visage rouge sombre, peint au pochoir. Figé dans son éternelle jeunesse, il reproduit les canons de l’esthétique révolutionnaire marxiste. C’est celui d’Ibrahim Kaypakkaya, une figure mythique de l’extrême gauche turque et l’un de ses « martyrs » les plus illustres. Mort sous la torture en 1973, dans sa vingt-quatrième année, il avait tenté de lancer une guérilla d’inspiration maoïste dans les montagnes de la région.

La province de Tunceli, où se trouve Ovacik, est l’un des derniers bastions de la gauche turque, une enclave montagnaise isolée qui tranche sur la carte électorale du pays. Lors du référendum du 16 avril, 80,4 % de ses électeurs locaux se sont opposés à la réforme constitutionnelle voulue

par le président Recep Tayyip Erdogan, le plus haut score du non de toute la Turquie. A Ovacik, ils étaient même 90,1 %.

Plus de quarante ans après la mort de Kaypakkaya, la municipalité de cette sous-préfecture isolée est tenue par ses partisans. A la tête de la seule mairie communiste de Turquie, Fatih Maçoğlu a accédé à une certaine notoriété en imposant notamment la gratuité des transports publics sur le territoire de la petite commune et en y développant la culture de haricots biologiques. « Ici, nous nous sommes toujours opposés à l’Etat et l’Etat nous a toujours vus comme des ennemis, notre refus d’Erdogan est le fruit de cette histoire, de cette identité ! », se félicite M. Maçoğlu, qui a affiché dans son bureau un portrait de Che Guevara.

Dans la province de Tunceli, que les habitants appellent plus volontiers de son nom historique, Dersim, les références encore vivaces à l’extrême gauche internationaliste se sont greffées sur une longue histoire locale de lutte et de marginalité. Les habitants de cette région montagnaise, longtemps restée hors d’atteinte des pouvoirs centraux, sont liés au monde kurde par leur langue traditionnelle et sont les héritiers de cultes religieux hétérodoxes

pénétrés de pratiques animistes et d’apports chiïtes qui les rattachent à la communauté alévie. Non reconnus dans leurs spécificités par les autorités, dépositaires d’une mémoire faite de persécutions et de pogroms, les alévis représenteraient entre 10 % et 30 % de la population du pays.

### « L’économie s’est effondrée »

La route qui mène d’Ovacik à la ville de Tunceli, le centre administratif de la province du même nom, longe le cours du Munzur. A mesure que l’altitude baisse, le paysage se fait plus clément et arboré. Sur les bords de la rivière, des niches ornées de bougies signalent des lieux de pèlerinage ancestraux. A mi-chemin, dans une pente, un groupe d’arbres morts et un cratère marquent le point d’impact d’une frappe aérienne. Depuis 2015, la guerre a repris dans les montagnes de Tunceli. Les forces de sécurité turques y affrontent les maquis que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) partage avec une multitude de groupuscules armés d’extrême gauche qui recrutent surtout parmi les alévis.

« Ici, on a voté massivement contre Erdogan car l’Etat nous voit traditionnellement comme ses ennemis », explique Serkan Sariatas,

43 ans, casquette vissée sur la tête, moustaches relevées et longue barbe claire, en se servant un verre de vin rouge dans sa petite librairie du centre-ville de Tunceli. L’esprit de la région imprègne les lieux et son histoire se lit sur les rayonnages chargés qui couvrent les murs. Un livre sur Kerbala, la ville sainte chiïte d’Irak, joute de multiples biographies de leaders révolutionnaires ainsi qu’une somme sur le génocide arménien de 1915 dans la région de Tunceli. Les habitants avaient alors protégé des Arméniens persécutés. Depuis la fin des années 2000, nombre de leurs descendants redécouvrent cet héritage longtemps caché. Le libraire de Tunceli en fait partie, il est vice-président de l’association d’amitié alévie-arménienne.

Sur une étagère, M. Sariatas, également écrivain et éditeur, a

« ICI, ON A VOTÉ MASSIVEMENT CONTRE ERDOGAN CAR L’ÉTAT NOUS VOIT COMME SES ENNEMIS »

SERKAN SARIATAS  
libraire

pose que son nom est demeuré sur une liste d’adhérents, qui n’aura pas été mise à jour, ou dans des archives.

M. Bayrakli n’est pas poursuivi en justice, mais il est inemployable : un décret gouvernemental le mentionne explicitement. Son passeport et sa carte bleue ne sont plus valides, mais il s’estime chanceux : ses parents le logent et le soutiennent. D’autres membres du groupe ont vu leurs comptes bancaires fermés. D’autres encore leurs biens gelés mais non saisis : ils ne peuvent vendre une maison ou une voiture pour subvenir à leurs besoins. Leurs relations sociales s’effacent, disent-ils, hormis quelques amis et des parents proches : ils sont devenus des « intouchables », des proscrits.

### Rencontres entre « purgés »

Le médecin Omer Faruk Gergerlioglu, l’un des fondateurs de Mazlumder, un mouvement islamiste de défense des droits civiques repris en main par son aile pro-gouvernementale en mars, a organisé des rencontres furtives entre « purgés », à Istanbul. Certains font des sit-in dans le centre-ville : ils ne sont pas nombreux. Des militants socialistes expérimentés y guident des femmes voilées. M. Gergerlioglu, lui-même renvoyé de son hôpital cet hiver, organise des événements à coloration plus islamiste dans le quartier d’Usküdar, où ces femmes se sentent plus à l’aise.

Vendredi 23 juin, des membres du groupe ont rejoint plusieurs centaines de manifestants dans une rue commerçante d’Usküdar, en soutien à deux enseignants purgés, Nuriye Gülmen et Semih Ozakça, en grève de la faim depuis cent sept jours au moment de la marche, et emprisonnés depuis le 22 mai. Des passants les photographiaient, ravis pour certains. Ils reprenaient leurs chants en chœur, mais peu se sont joints au cortège.

placé les ouvrages qui traitent des massacres d’alévis de 1937 et 1938. Les chefs de la jeune République turque, pris dans leur élan homogénéisateur, considéraient alors les populations tribales et rebelles de la région comme formant un « abcès » à opérer d’urgence. « L’Etat a toujours vu Dersim comme une maladie. La victoire du oui [au référendum du 16 avril], c’est la victoire de cette mentalité qui veut un seul drapeau, une seule langue, une seule religion... », estime M. Sariatas.

Si la majorité des alévis, y compris les habitants de Tunceli, se sont convertis à la République laïque malgré les massacres sur lesquels la Turquie moderne s’est construite, les dernières années du règne de l’AKP, le parti islamiste de M. Erdogan, ont été particulièrement traumatisantes. « On a vu beaucoup de cadavres arriver ces dernières années, les gens se sentent persécutés de nouveau », regrette Ali Haydar Gözlü, un journaliste local. Parmi les 152 victimes des attentats de Suruç, en juillet 2015, et d’Ankara au mois d’octobre suivant attribués à l’Etat islamique et visant des rassemblements de militants de gauche proches du mouvement kurde, se trouvaient de nombreuses victimes originaires de la région.

« Nos proches eux-mêmes nous plaignent mais ils ne nous croient pas : ils préfèrent écouter Erdogan », se plaint Halit Mert (un nom d’emprunt). Cet ancien proviseur de lycée dans un quartier excentré d’Istanbul a trouvé un emploi au noir dans un magasin de jouets, après neuf mois d’inactivité. Il a grincé des dents lorsque sa sœur et ses parents, qui l’aident financièrement, ont voté « oui » au référendum du 16 avril, qui a conféré des pouvoirs élargis au président Erdogan : un blanc-seing tacite donné aux purges.

A plus de 50 ans, M. Mert est très isolé. Il avait construit l’essentiel de son cercle social autour de la confrérie de Fethullah Gülen. Dans sa jeunesse, il avait été hébergé dans les dortoirs du mouvement. Il avait suivi des cours du soir dans ses écoles, et y a inscrit plus tard ses enfants. Il détenait un compte à la banque Asya, liée au mouvement, aujourd’hui en liquidation. Il se rendait à des conférences religieuses. Depuis 2013, après que des magistrats « gülenistes » ont lancé des enquêtes pour corruption contre des proches d’Erdogan, M. Mert, critique de l’AKP, s’est beaucoup exprimé contre le parti au pouvoir sur les réseaux sociaux.

« La direction du mouvement à l’étranger n’a pas encouragé les anciens sympathisants à manifester. De toutes façons, ce n’est pas dans leurs usages, dit M. Mert. Ils les ont appelés à se protéger, à ménager leur santé, à tenter de vivre une vie normale. » M. Mert estime cependant n’avoir plus rien à perdre. Il s’engage. Il a rendu visite, en mars, à des députés du Parti républicain du peuple (CHP, opposition kémaliste), au Parlement à Ankara, avec une cinquantaine de purgés. « J’ai la chance de vivre à Istanbul. La justice est débordée, et les prisons sont pleines, dit-il. Mais je pense que je finirai par être emprisonné. » ■

L. I.

Le retour de la guerre dans les montagnes de Tunceli a également privé la région des revenus tirés du tourisme tandis que de nombreux fonctionnaires ont été démis de leur fonction par décret pour leur proximité avec des groupes de gauche ou avec le mouvement kurde. La municipalité de Tunceli est passée sous le contrôle du gouverneur et les blindés des forces de sécurité sillonnent continuellement les rues.

« L’économie s’est effondrée et les gens s’en vont de plus en plus depuis un an », indique Özlem Baran (nom modifié), une ancienne employée de mairie désormais sans travail. Les motivations de cette migration, qui n’a plus pour destination les grandes villes de Turquie mais l’Europe et, de plus en plus, le Canada, ne sont pas limitées aux difficultés matérielles. « Si j’ai la possibilité de le faire, je partirai. En tant que femme de gauche et alévie, je ne me sens plus en sécurité dans ce pays... Pour nous, le référendum était une dernière chance d’arrêter Erdogan, maintenant il n’y a plus d’espoir pour Tunceli », regrette-t-elle à la terrasse d’un café alors qu’à basse altitude un hélicoptère de combat fait route vers les montagnes. ■

ALLAN KAVAL

APPEL « LE MONDE » - REPORTERS SANS FRONTIÈRES  
EN FAVEUR DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN TURQUIE

POUR LES JOURNALISTES TURCS

Classée 155<sup>e</sup> sur 180 au Classement mondial de la liberté de la presse publié par Reporters sans frontières (RSF), la Turquie est aujourd'hui sans conteste la plus grande prison pour journalistes du monde. Quelque 150 d'entre eux sont actuellement derrière les barreaux. Les chiffres diffèrent selon les organisations : 166 selon la plate-forme P24 pour un journalisme indépendant en Turquie, 159 (à la fin avril) selon l'Association turque des journalistes, 136 d'après le site d'information indépendant Bianet...

Il est difficile de tenir un décompte exact tant les arrestations sont fréquentes et tant les procédures judiciaires sont expéditives, lacunaires. Les incarcérations sont souvent décidées sans inculpation formelle, les demandes de liberté conditionnelle presque systématiquement rejetées. Toute critique du pouvoir est assimilée à une apologie – voire à une complicité – du terrorisme, ou encore à une insulte au chef de l'Etat.

Les conditions de détention de certains de ces journalistes, dont quelques-uns ont plus de 70 ans (Sahin Alpay, Nazli Ilicak), sont draconiennes : régime d'isolement (comme pour le Germano-Turc Deniz Yücel, correspondant du *Welt*), une heure de visite par semaine seulement, entretiens avec les avocats filmés et en présence de gardiens, etc. A l'heure où s'ouvrent les procès, les peines encourues sont très élevées, dix années de prison et plus, voire la réclusion à vie.

La situation de ceux restés en liberté n'est guère enviable : 123 sont partis en exil d'après l'Association turque des journalistes, dont l'ancien rédacteur en chef de *Cumhuriyet*, Can Dündar ; plus de 775 cartes de presse ont été supprimées ; plus de 150 titres ont été purement et simplement fermés, leurs locaux mis sous scellés et leur équipement saisi. Les biens de plus de 50 journalistes ont été saisis en vertu de l'état d'urgence avant même une quelconque condamnation. Les passeports de dizaines d'entre eux ont été annulés, dont celui de Dilek

TOUTE CRITIQUE DU  
POUVOIR EST ASSIMILÉE  
À UNE APOLOGIE – VOIRE  
À UNE COMPLICITÉ –  
DU TERRORISME,  
OU ENCORE À UNE INSULTE  
AU CHEF DE L'ÉTAT

REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES  
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

Dündar, qui ne peut plus visiter son mari en Allemagne depuis un an. Des journalistes étrangers sont arrêtés et/ou expulsés sans explication. La censure d'Internet et des réseaux sociaux a atteint des niveaux inédits.

*Le Monde* et Reporters sans frontières (RSF) ont décidé de s'associer pour lancer un appel en faveur de la liberté de la presse en Turquie. Un an après le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016, qui avait vu une mobilisation sans précédent de la société civile pour s'opposer aux putschistes, le pouvoir du président Recep Tayyip Erdogan s'est enfermé dans une spirale répressive et paranoïaque en menant de gigantesques purges touchant tous les pans de la société.

Si nous avons choisi d'alerter sur celles qui affectent les journalistes, c'est parce que la presse a joué un rôle fondamental dans le développement et l'ouverture de la Turquie tout au long des années 2000. S'attaquer à la presse, c'est faire reculer tout un pays, qui a montré qu'il aspirait à la démocratie. Or une presse libre et

indépendante est la condition de base du débat démocratique.

Parmi tous les journalistes turcs emprisonnés, nous avons choisi de mettre en exergue dix hommes et femmes. *Le Monde* et RSF appellent les autorités turques à les libérer, ainsi que tous les journalistes détenus sans preuve d'une implication individuelle dans la commission d'un crime.

Nous demandons également l'arrêt des poursuites pour motifs politiques, notamment celles visant Erol Onderoglu, représentant de RSF en Turquie depuis 1996, membre du conseil de l'International Freedom of Expression Exchange (IFEX), et collaborateur régulier de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), à qui il est reproché d'avoir pris part à une campagne de solidarité en faveur du journal prokurde *Ozgür Gundem*, suspendu en août 2016. La même campagne vaut à l'écrivaine Asli Erdogan d'être aujourd'hui poursuivie. ■

« LE MONDE »  
ET REPORTERS SANS FRONTIÈRES



**Nazli Ilicak**  
Arrêtée le 26 juillet 2016. Cette ancienne députée âgée de 72 ans est une figure de la vie médiatique et politique turque. Elle est accusée d'avoir des liens avec « l'organisation terroriste FETÖ » (mouvement Gülen). Elle avait été licenciée d'un quotidien progouvernemental, en 2013, pour avoir demandé la démission de quatre ministres mis en cause dans une affaire de corruption.



**Kadri Gürsel**  
Arrêté le 31 octobre 2016. Editorialiste très connu en Turquie et au-delà, il est accusé de « complicité avec l'organisation terroriste FETÖ ». Président de l'International Press Institute en Turquie, il a été licencié du quotidien *Milliyet* pour avoir dénoncé dans un Tweet la responsabilité d'Erdogan dans le terrorisme de l'organisation Etat islamique en Turquie.



**Musa Kart**  
Arrêté le 31 octobre 2016. Ce célèbre caricaturiste est accusé de complicité « avec l'organisation terroriste FETÖ ». Il est connu pour ses caricatures peu flatteuses d'Erdogan et dessinait quotidiennement dans le journal d'opposition *Cumhuriyet*. Il a reçu, en 2006, le Prix de la liberté de la presse de la part de ses confrères de l'Association des journalistes de Turquie.



**Sahin Alpay**  
Arrêté le 30 juillet 2016. Editorialiste et politologue, il est accusé d'avoir fait « l'éloge d'une organisation terroriste » et « légitimé par voie de média la tentative de coup d'Etat » du 15 juillet 2016. Il est professeur de sciences politiques et a été licencié pour ses propos critiques vis-à-vis d'Erdogan.



**Tunca Ogreten**  
Arrêté le 25 décembre 2016. Il est accusé de « collaboration avec une organisation terroriste ». Il a couvert les révélations de hackers turcs impliquant le ministre de l'énergie (et gendre d'Erdogan) dans la reprise en main des grands médias turcs, la répression du mouvement Occupy Gezi en 2013, ou le trafic de pétrole entre la Turquie et l'organisation Etat islamique.



**Ahmet Altan**  
Arrêté le 9 septembre 2016. Ecrivain et ancien rédacteur en chef du journal *Taraf*, il est accusé d'avoir soutenu la tentative de coup d'Etat en « passant des messages subliminaux à la télévision ». Figure incontournable du journalisme en Turquie.



**Murat Aksoy**  
Arrêté le 31 août 2016. Ce chroniqueur a été licencié du quotidien progouvernemental *Yeni Safak* en 2013 pour ses critiques de la répression du mouvement Occupy Gezi. Il est désormais accusé d'appartenir à « l'organisation terroriste FETÖ » et d'avoir participé à la « tentative de renverser le gouvernement ».



**Aysenur Parildak**  
Arrêtée le 11 août 2016. Cette jeune correspondante du quotidien *Zaman*, également étudiante en droit, est accusée d'appartenir à « l'organisation terroriste FETÖ ». Comme dans le cas de Murat Aksoy et de plusieurs autres journalistes, sa libération, ordonnée par un tribunal, a été bloquée en extemis début mai. Une volte-face qui la plonge dans une grande détresse psychologique.



**Inan Kizilkaya**  
Arrêté le 22 août 2016. C'est le directeur de la rédaction du journal kurde *Ozgür Gundem*, martyr de longue date de la presse turque et fermé manu militari dans le cadre de l'état d'urgence. Il est visé par plusieurs dizaines de poursuites judiciaires pour liens avec une « organisation terroriste ».



**Ahmet Sik**  
Arrêté le 30 décembre 2016. Ce célèbre journaliste d'investigation est lauréat de nombreux prix (dont le prix Guillermo-Cano pour la liberté de la presse, remis par l'Unesco en 2014). Il est accusé de faire la « propagande d'une organisation terroriste » et de « dénigrer la République turque et ses institutions ». On lui reproche d'avoir critiqué le gouvernement autour de la question kurde, de la menace terroriste ou encore de la livraison d'armes turques à des groupes islamistes en Syrie.

# Le coup d’Etat raté du 15 juillet, une bénédiction de Dieu pour Erdogan, une malédiction du diable pour la Turquie

La romancière Oya Baydar revient sur la tentative de putsch qui a permis au président d’imposer l’état d’urgence et d’écraser toute forme d’opposition

Par OYA BAYDAR

Quand, dans la foulée de la tentative de coup d’Etat raté du 15 juillet 2016, le président de la République Recep Tayyip Erdogan avait paru sur les écrans et qualifié de «*bénédiction de Dieu*» les terribles événements ayant occasionné des tirs contre les civils, des centaines de morts et le bombardement de l’Assemblée nationale par des avions de guerre, le sens de ces propos nous avait quelque peu échappé. Le 20 juillet, lorsque l’état d’urgence fut proclamé et que le coup d’Erdogan s’abattit sur nous de tout son poids, nous comprîmes que ce 15 juillet «*béni*» pour Erdogan était une malédiction du diable pour la Turquie. Car ce putsch raté – encore sombre et douteux par bien des aspects – a permis au pouvoir d’asseoir le régime d’un seul homme en écrasant toute forme d’opposition, de mettre fin à l’Etat de droit en lui confiant les rênes du pouvoir judiciaire, et de s’acheminer vers un ordre politique et social islamo-fasciste. Un an s’est écoulé depuis. Désormais, parler de droit, de suprématie de la loi, d’équité dans le jugement, de liberté d’expres-

**Oya Baydar**, née en 1940, est romancière. Son dernier livre traduit, Et ne reste que des cendres, est paru en 2015, chez Phébus. Militante de gauche, elle est emprisonnée en 1971, puis exilée en Allemagne de 1980 à 1991. En 2016, elle est poursuivie par l’Etat turc pour son soutien à une enseignante kurde accusée de terrorisme pour avoir demandé la paix à la télévision.

sion ou même de sécurité des biens et des personnes est devenu chose difficile. Le président de la République a beau déclarer qu’il ne voit pas en quoi l’état d’urgence nuit à qui que ce soit, toutes les strates de la société opposées à cet état de fait, intellectuels, démocrates, laïques, pacifistes, Kurdes, plus de la moitié d’une population qui aspire seulement à la tranquillité et à la paix... tous se retrouvent assujettis au coup d’Etat civil perpétré le 20 juillet sous le nom d’«*état d’urgence*».

**UN BREF BILAN, POUR RAPPEL**  
Le nombre de personnes placées en garde à vue ou écrouées parce qu’elles sont accusées d’appartenir à la mouvance güleniste ou de collaborer à des organisations terroristes dépasse – pour le moment – les 150 000. Selon les sources officielles, quelque 53 000 personnes sont détenues depuis un an, sans savoir pour quels chefs d’accusation ni même avoir comparu en procès. Il y a beaucoup de suicides. Le nombre de gens placés en détention provisoire, incarcérés ou limogés sans motif mais «*par principe de nécessité*» avoisine les 170 000. Les purges se poursuivent au même rythme et aucun critère ne permet de savoir qui fera partie du prochain wagon. A l’heure où je rédige ces lignes, 173 journalistes, douze députés du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde), parmi lesquels les deux coprésidents du parti, un du CHP, l’ensemble des maires, des hommes et femmes politiques kurdes sont derrière les barreaux. Des centaines de journaux, de revues, des dizaines de chaînes de télévision nationales et locales ont été fermées sans plus de formalité. Conséquence plus grave encore et qu’on ne peut expliquer par des chiffres: l’érosion des valeurs, l’augmentation de l’agressivité, de la brutalité de la société sous l’im-

**ACTUELLEMENT, IL N’EXISTE PLUS NI DROIT NI LIMITES. C’EST LE RÈGNE DE L’ABSURDE ET DE L’ARBITRAIRE**

pulsion de la rhétorique de la violence et de la haine émanant du pouvoir; l’instrumentalisation à des fins politiques du bellicisme, de la soif de revanche et de la discrimination, en appelant aux sentiments sanglants, en flattant les pulsions de mort et de destruction. Résultat: les masses sous l’influence de cette propagande considèrent comme des ennemis et des traîtres tous ceux qui ne leur ressemblent pas et qui ne pensent pas comme elles; la société s’avilit.

**«1984», D’ORWELL, ET «LE PROCÈS», DE KAFKA, SUR LA LISTE DES BEST-SELLERS**  
Voilà un an que 1984, d’Orwell, et Le Procès, de Kafka, sont en tête de liste des meilleures ventes. Nous avons l’impression de vivre dans l’atmosphère de 1984 et d’être aux prises avec le cauchemar de Joseph K. Quand je dis nous, ce n’est pas seulement la frange laïque et occidentalisée de la société, pas seulement les gauchistes défenseurs des libertés, les Kurdes et les intellectuels démocrates. Mais nombre de musulmans conservateurs partagent aussi les mêmes préoccupations, les mêmes craintes et les mêmes angoisses. Je suis âgée. J’ai vécu trois coups d’Etat militaires, diverses périodes de loi martiale et interventions militaires dont le Mémoire de 28 février 1997, qualifié de coup d’Etat militaire postmoderne. J’ai connu la prison, la torture, j’ai été

obligée de vivre, de longues années durant, loin de mon pays comme réfugiée politique, mais jamais je n’avais vu le non-droit atteindre de telles proportions et un tel degré d’arbitraire. Même les régimes putschistes, aussi violents fussent-ils, avaient un droit interne et des limites. Actuellement, il n’existe plus ni droit ni limites. C’est le règne de l’absurde et de l’arbitraire. Un an avant cette tentative avortée de coup d’Etat, l’obtention par le HDP de 80 députés à l’Assemblée et l’impossibilité pour l’AKP d’Erdogan de constituer un gouvernement majoritaire à l’issue des élections législatives du 7 juin 2015 furent les signes avant-coureurs de ces dangereux développements. Les jours suivants, résolument prêt à tout pour ne pas perdre le pouvoir, Erdogan mit fin au processus de paix initié pour régler pacifiquement la question kurde. Cette guerre turco-kurde, qui avait mis les provinces du Sud-Est à majorité kurde à feu et à sang et causé la mort de milliers de personnes (en majorité des civils) – du fait de l’armée turque ou de la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) –, a complètement détruit les équilibres déjà fragiles de la société. Le chauvinisme et le nationalisme turcs mâtinés d’islam sunnite se mirent à «*plafonner*», pour reprendre les propres termes d’Erdogan. Aujourd’hui, la société se trouve plus divisée que jamais, coupée en deux. D’un côté, ceux qui votent AKP et que le pouvoir reconnaît comme «*la nation*» et, de l’autre, une opposition très fragmentée et stigmatisée comme étant un ramassis de «*traîtres soutenant le terrorisme*». Témoin de ce qui s’est passé à l’automne 2015 dans le Sud-Est, à Silvan, à Cizre, dans la vieille ville de Diyarbakir, en février 2016, je

suis tombée malade au point d’être hospitalisée d’urgence. Diagnostic: stress extrême et dépression. Ce qui m’a contrainte à l’alimentation, c’est l’impuissance et le désespoir qui m’ont assailli après avoir vu les tragédies humaines auxquelles les gens de là-bas sont confrontés. En ce qui concerne l’atmosphère de pression antidémocratique qui s’est encore accrue avec la proclamation de l’état d’urgence, les traitements injustes qui s’étendent à toutes les strates de la société, les violations du droit qui touchent l’ensemble de mon entourage, l’arrestation de mon mari en même temps que celles des rédacteurs et du comité de direction de Cumhuriyet lors de l’opération lancée contre le journal, la question légitime que la majorité d’entre nous se pose en une telle période, à savoir «*quand viendra mon tour?*»; la honte de s’autocensurer quand on écrit et, pire encore, le sentiment d’impuissance... tout cela me torture et me dévore. Dans un contexte où de très lourdes injustices sont commises, où des dizaines de milliers de personnes sont retenues en prison, j’ai honte d’en parler, mais en raison de l’interdiction de sortir du territoire qui est faite à mon mari, fini les voyages. Nous n’avons même plus la possibilité de voir notre fils qui vit à l’étranger ainsi que nos petits-enfants. Par ailleurs, nos amis, nos naissances, les gens que nous aimons et que nous estimons sont en grande partie en prison ou quittent un à un le pays. Nous sommes chaque jour de plus en plus seuls et isolés. Nous perdons notre joie de vivre, de même que s’étiole notre sentiment que la paix, la liberté, la justice, la démocratie et toutes les valeurs pour lesquelles nous nous sommes battus et avons payé un lourd tribut porteraient un jour leurs fruits.

Et à mon âge, si vous n’avez plus toute la vie devant vous et que vous n’arrivez plus à trouver la force intérieure nécessaire pour rouler votre rocher de Sisyphe, garder l’espoir devient de plus en plus difficile. Il ne vous reste plus qu’une chose à faire: vous retirer dans un coin, vous désintéresser du cours des événements. Mais c’est là un choix qui ne convient ni à quelqu’un comme moi ni à ma génération, qui se sent responsable de son pays et de tout. Nous ne consentons nullement à endosser le rôle des trois singes.

**POUR NE PAS DEVENIR ÉTRANGÈRE À MOI-MÊME, JE RESTERAI**  
Mes amis occidentaux me demandent souvent pourquoi je refuse de partir à l’étranger, pourquoi je prends le risque de rester. «*En ce moment, même si j’étais en prison, cela me serait plus facile que d’être en exil.*» Et ma réponse est parfaitement sincère. L’exil, j’y ai déjà goûté et je sais ce que ça implique. Quand vous êtes jeune, d’un âge où vous pouvez encore espérer fonder une nouvelle vie et qu’il vous est possible de poursuivre votre combat de l’extérieur, vous supportez. Sinon, vous pourrissez, vous mourez à petit feu et vous devenez étranger à vous-même. Les gauchistes de ma génération étaient mus par le désir de sauver le monde, l’humanité et le pays. C’est ainsi que nous avons donné du sens à notre existence. Maintenant, pour ne pas me renier, pour ne pas trahir mon passé et mon utopie, je veux rester sur ces terres, écrire aussi longtemps que je le pourrai, partager le sort des victimes et le combat des forces démocratiques d’opposition qui essayent quand même de lutter. ■ (Traduit du turc par Valérie Gay-Aksoy.)

# La couronne qu’Erdogan s’est offerte est en toc

Le président s’est octroyé les pleins pouvoirs par la fraude, mais le peuple refuse de se soumettre, analyse le journaliste Can Dündar

Par CAN DÜNDAR

Dans la nuit du 15 juillet, alors que les chasseurs turcs bombardaient le palais présidentiel, je savais que nous serions les vaincus quel que soit le vainqueur. Deux options, l’une encore pire que l’autre, nous attendaient. Si les putschistes réussissaient, nous nous serions retrouvés avec un gouvernement militaire. Et s’ils perdaient, un Etat policier... Il n’y avait pas de doute que, si Erdogan était renversé, les militaires qui lui auraient succédé auraient instauré une nouvelle dictature. Nous ne pouvions tout de même pas attendre la démocratie d’une mentalité qui tolérerait le pilonnage de l’Assemblée nationale!

D’un autre côté, si Erdogan échappait à ce coup d’Etat, il ren-

forcerait ses pouvoirs et lancerait une chasse aux sorcières en reprochant à tous ses opposants d’être des putschistes. C’est effectivement ce qu’il s’est passé. Grâce à la surnoiserie politique qu’il a mûrie au fil des ans, Erdogan a transformé le putsch qui prévoyait de le renverser en un contre-coup d’Etat dont l’objectif était de le maintenir au pouvoir à jamais. Il a écrasé le putsch en appelant ses partisans à descendre dans les rues. Et il a réussi à tourner à son avantage ce climat d’«*union nationale*» qui s’est créé là en faveur de la démocratie. Il a proclamé «*putschiste*», «*traître*» et «*terroriste*» tous ceux qui s’y sont opposés. Il a instrumentalisé cette mobilisation dans le cadre du référendum constitutionnel pour mener campagne en faveur du oui. Au final, il s’est offert une position qui lui permettait de régner sur le gouvernement, le Parlement, la justice, la bureaucratie, les médias, les universités, l’armée, la police, bref, sur toutes les institutions étatiques. Aucun dirigeant n’a disposé d’un tel privilège dans l’histoire de la Turquie, pas même Atatürk... C’est un acte de despotisme que l’on peut rencontrer dans les dictatures. C’est un pas constitutionnel qui a été franchi vers un régime dirigé par un seul homme, une seule idéologie et un seul parti. Or, la vérité est que la couronne qu’Erdogan s’est offerte est en toc. Car – il est le premier à le savoir – il a perdu le référendum. Et pour

pouvoir changer ce résultat, il s’est vu obligé de recourir à la fraude électorale, chose que personne n’avait osé faire en Turquie depuis 1946, et à intervenir dans les urnes au dernier moment. Lorsque le front du non, celui qui se verrait plus tard dérober sa victoire au référendum, est descendu dans les rues, Erdogan a proclamé l’état d’urgence le 20 juillet. Ça, c’était son coup d’Etat à lui! En écartant le Parlement et l’appareil judiciaire, il pouvait désormais arrêter n’importe qui, interdire toute fâcheuse manifestation ou encore n’importe quel journal.

**LA FORCE DE L’ÉPÉE**  
Il a réussi à utiliser le chaos du 15 juillet pour organiser son propre coup d’Etat du 20 juillet. Fatalement, il est facile d’accéder au pouvoir par la force de l’épée, mais pas de s’asseoir dessus. Cela a été difficile pour Erdogan aussi. Parce qu’il a découvert qu’au moins la moitié du peuple lui était opposé. Il a même été battu à Istanbul qu’il avait remportée en 1996 et qu’il n’avait plus jamais perdue. Toutes les grandes villes, la frange la plus éduquée de la société, les villes industrielles les plus exportatrices, et la jeunesse turque ont dit non. Alors que dire non était quasiment considéré comme un crime, que les médias ne pouvaient évoquer que le oui et en dépit d’une campagne électorale sous pression... Dans ces conditions, il n’avait que deux possibilités: tenter de jouer le rôle de «*président de*

tous» sur le trône présidentiel auquel il avait accédé en trichant; ou accroître les pressions et punir ceux qui avaient dit non... Ceux qui connaissaient Erdogan étaient sûrs qu’il allait choisir la deuxième option. Car, comme le montre l’exemple de plusieurs dictateurs dont nous avons lu les biographies, il a écarté tous ses compagnons de route qui auraient pu lui proposer des solutions raisonnables, il n’a plus toléré que des médias qui acclamaient tout ce qu’il entreprenait, et il est arrivé à un stade où, de peur d’être jugé, il ne supporte pas la moindre opposition. Il a transformé l’état d’urgence en un régime visant à protéger son palais. Il a muselé le Parlement. Il a chargé les médias qui étaient à sa botte d’attaquer ses concurrents. En limogeant les magistrats, il a fait classer les enquêtes qui le mettaient en cause et a proclamé coupables ses opposants. En essayant de faire oublier qu’il était, depuis des années, le complice de l’imam Fethullah Gülen qu’il accuse d’être derrière le coup d’Etat, il a reproché à tous ses opposants d’être des «*gülenistes*». Un an après, voici un aperçu de la situation: Les prisons étant pleines, les détenus sont obligés de dormir à tour de rôle dans les lits qui se trouvent dans les dortoirs. La Turquie conserve le titre de «*plus grande prison de journalistes au monde*». Les deux coprésidents et dix députés du Parti démocratique des peu-

**AUCUN DIRIGEANT N’A DISPOSÉ D’UN TEL PRIVILÈGE DANS L’HISTOIRE DE LA TURQUIE, PAS MÊME ATATÜRK...**

ples (HDP, prokurde), le troisième grand parti d’opposition, sont maintenus en détention. Depuis le contre-coup d’Etat du 20 juillet, on estime le nombre de personnes limogées de leurs fonctions à 150 000, dont 50 000 enseignants, et près de 50 000 personnes seraient en détention. Le véritable impact durable est ce nuage de peur qui pèse sur la société. L’arrestation d’un seul journaliste suffit à faire taire des dizaines d’autres. Mais en vain... Car, dans le lot, il y en a qui écrivent, parlent et protestent, malgré tout, au péril de leur vie. De plus en plus isolé du monde, Erdogan est contraint d’amplifier la répression et de faire construire de nouvelles prisons... Le mois dernier, lorsqu’il a fait incarcérer Enis Berberoğlu [condamné le 14 juin à vingt-cinq ans de prison pour «*espionnage*»], le vice-président du Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste), le principal parti d’opposition, Erdogan a été confronté à une réaction à laquelle il ne s’attendait pas.

Kemal Kılıçdaroglu, le principal leader de l’opposition, accusé jusqu’à maintenant de s’être tu face à la répression et d’avoir abandonné la grogne qui montait de la rue, a – enfin – dit «*assez!*», et est lui-même descendu dans la rue pour entamer «*la grande marche pour la justice*» entre Ankara et Istanbul [son arrivée, dimanche 9 juillet à Istanbul, a donné lieu à une manifestation géante]. Les sociaux-démocrates qui, par stratégie politique, essayaient jusqu’à présent de se rapprocher des partis du centre-droit, sont descendus dans la rue pour la première fois. Les autres mouvements de gauche n’ont pas tardé à rejoindre la marche. Nous pouvons effectivement parler d’un front démocratique qui s’est formé de manière spontanée sur la route d’Istanbul. Le mot d’ordre de cette marche, «*justice*», reflète un besoin si fort qu’il suffit à rassembler tout le monde sous sa bannière. Et il revêt une importance cruciale car il montre qu’en dépit de toutes les pressions, la société refuse de se soumettre. Le destin de la Turquie et d’Erdogan sera scellé par cette contestation qui viendra de la rue. Et non par la crainte d’un nouveau putsch, ni par les spéculations sur l’état de santé d’Erdogan, ni même par la peur de complots internationaux... Il est inutile d’être pessimiste. Mais il est encore tôt pour être optimiste... ■ (Traduit du turc par Antoni Yalapa.)



Dans le quartier d'Ortaköy, le 3 juillet, à Istanbul.



Le monument Güvenlik Aniti (« confiance »), dédié aux forces de sécurité turques, sur la place Kizilay, à Ankara, le 6 juillet.

De nombreux espaces publics ont été rebaptisés après le coup d'Etat raté. Ici, la station de métro Kizilay Square, à Ankara, est devenue « 15-juillet Kizilay ».



Le monument aux droits de l'homme, à Ankara, le 6 juillet. La statue, érigée en 1990, a été barricadée par la police pour empêcher tout rassemblement.

# « Le nationalisme permet au régime de trouver une forme de cohérence diplomatique »

La Turquie profite de sa position géostratégique pour défendre ses intérêts, tout en restant un acteur majeur sur la scène internationale, explique le diplomate Pierre Vimont

## ENTRETIEN

BRUXELLES - envoyé spécial

**D**iplomate, Pierre Vimont a dirigé les cabinets de plusieurs ministres français des affaires étrangères et fut ambassadeur à Washington de 2007 à 2010. Il a ensuite été nommé secrétaire général du Service européen pour l'action extérieure, à Bruxelles, au moment de sa création. Il est aujourd'hui chercheur associé au think tank Carnegie Europe, à Bruxelles.

### Quel est l'impact de la dérive autoritaire du président Erdogan sur les alliances et l'engagement diplomatique de la Turquie ?

Le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016 a amplifié le récit nationaliste du pouvoir. Cette tendance s'est encore accentuée au moment du référendum constitutionnel sur le renforcement des pouvoirs présidentiels. La Turquie, notamment depuis la seconde guerre mondiale, oscille entre l'ouverture au monde occidental et la tentation nationaliste.

La Turquie des militaires a adhéré au plan Marshall des Etats-Unis, à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), et s'est rapprochée de l'Union européenne (UE) pour sortir le pays de l'autarcie. Parallèlement, la Turquie a eu la volonté de jouer un rôle dans la région, à l'instar de l'Egypte, de l'Arabie saoudite ou de l'Iran. Il a d'abord tenté d'être l'ami de tous. Puis, Erdogan s'est positionné en défenseur des musulmans sunnites.

Par la suite, les relations se sont dégradées avec tous les acteurs régionaux. La Turquie cultive désormais une approche plus solitaire, essayant de profiter de sa position géostratégique pour défendre ses seuls intérêts nationaux. Le nationalisme permet dès lors au régime de trouver une forme de cohérence diplomatique afin de surmonter les paradoxes et les contradictions de ses différents engagements. Tandis que le pays s'interroge sur ses alliances, cela permet d'offrir une synthèse entre le recours à la religion et la proximité avec l'Occident.

### Le réflexe nationaliste ne contribue-t-il pas à isoler Ankara ?

Cette synthèse nationaliste n'est pas facile à saisir pour les Occidentaux, surtout quand elle s'accompagne d'une forte répression et d'une insistance toujours plus grande sur la religion. Le président turc a multiplié les déclarations outrancières à l'encontre de l'Europe et de l'Allemagne. Sa rhétorique a contribué à accroître l'éloignement avec l'UE, alors que l'accord signé au printemps 2016 sur les migrants avait au contraire amorcé une forme de relance.

Quant aux Etats-Unis et à la Russie, ils cherchent à ménager la Turquie afin qu'elle joue son rôle dans l'apaisement du conflit syrien tout en cultivant chacun certaines arrière-pensées : Moscou entend enfoncer un coin dans l'Alliance atlantique, tandis que Washington est conscient de l'importance géostratégique d'un pays « maître des détroits », comme disait de Gaulle. Perdre l'allié turc serait préjudiciable pour tous.

### La Turquie est-elle toujours un membre fiable au sein de l'OTAN ?

A ce jour, Erdogan ne menace pas de quitter l'OTAN. La Turquie en reste un membre actif, qui joue pleinement son rôle. Il existe cependant un certain nombre de contentieux qu'il va falloir trancher, comme la question de l'équipement de l'armée turque, avec le choix de commander des missiles S-400 russes. Si la Turquie devait continuer à créer des difficultés concernant les bases qu'elle a ouvertes à l'OTAN, cela poserait aussi un vrai problème.

Mais il faut bien voir que le rapprochement entre la Turquie et les Occidentaux passe, depuis la seconde guerre mondiale, par l'OTAN, en particulier pour les militaires. En 1962, lors de la crise des missiles à Cuba, ils n'avaient pas du tout apprécié que les Américains retirent leurs missiles (nucléaires) de leur territoire pour faire un geste d'apaisement envers Khrouchtchev. Ce fut le premier accroc dans la confiance envers les Etats-Unis.

### Pourquoi la Turquie, membre de l'OTAN, s'est-elle rapprochée des Russes en Syrie ?

La Turquie est devenue un acteur majeur sur le terrain syrien, en particulier dans la mise en place de zones de désescalade et pour tenter de sceller un cessez-le-feu durable dans le cadre des négociations d'Astana. Cependant, les puissances qui parrainent le processus d'Astana, la Russie, l'Iran et la Turquie, poursuivent des objectifs différents : Moscou espère surtout sortir du conflit, tandis que Téhéran cherche à étendre son influence pour construire un croissant chiite, avec l'Irak, le nord de la Syrie et le Hezbollah libanais. Ces pays n'ont donc pas beaucoup de raisons de travailler en commun, sauf pour tenter de réduire les combats.

L'Iran continue de soutenir Assad, que la Turquie espérait faire tomber. La Turquie entend continuer à contenir les Kurdes pour éviter de voir l'émergence d'un territoire autonome dans le nord de la Syrie. Elle est un peu seule dans ce domaine. Les Américains et les Russes s'appuient au contraire sur ces forces pour lutter contre l'organisation Etat islamique (EI) ou les rebelles.

### La menace de création d'une zone kurde, redoutée par Ankara, est-elle réelle ?

Non, si on observe la situation de façon réaliste et avec du recul. Cette hypothèse est peu probable dans le nord de la Syrie, la Turquie ne l'acceptera pas. Elle l'est tout aussi peu en Iran, très opposé à voir l'émergence d'une entité kurde, à la différence de l'Irak où celle-ci est reconnue comme telle, avec une grande autonomie. Mais, même en Irak, le gouvernement de Bagdad n'est pas prêt à accorder l'indépendance à la région kurde. Pas grand monde n'est partisan d'une modification du tracé des frontières et du démantèlement de l'Etat syrien. Les Américains non plus ne veulent pas en entendre parler. Même s'ils sont heureux de pouvoir s'appuyer sur les Kurdes pour en finir avec l'EI, ils n'ont pas d'idée de la solution qui permettra de trouver une issue politique au conflit.

### Le départ de Barack Obama et l'arrivée de Donald Trump ont-ils réchauffé les relations entre la Turquie et les Etats-Unis ?

Quand Trump est arrivé au pouvoir, les trois hommes forts de la région, Erdogan, le roi Salman d'Arabie saoudite et le maréchal Al-Sissi en Egypte, ont vu en lui le partenaire idéal. Mais, depuis, l'Arabie saoudite et l'Egypte ont été les grands bénéficiaires de sa politique, au détriment de la Turquie, marginalisée. Trump donne clairement le sentiment de privilégier le camp arabe, même si les Etats-Unis font tout pour limiter les dommages vis-à-vis de leur allié turc, pour au moins trois raisons : celui-ci dispose d'une vraie capacité de nuisance dans la région ; c'est un allié au sein de l'OTAN, courtisé par la Russie ; et le pays peut nourrir des idées de rapprochement avec l'Iran, comme le montre le soutien apporté au Qatar ces derniers jours face aux sanctions mises en place par l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis.

### L'imam Fethullah Gülen, accusé d'avoir organisé le coup d'Etat raté, peut-il être expulsé des Etats-Unis vers la Turquie, qui le réclame ?

La question est de savoir si les Etats-Unis voudront donner ce genre de gages. Je ne crois pas qu'ils céderont sur cette question, car l'expulsion de Gülen nécessiterait des décisions judiciaires délicates aux Etats-Unis et constituerait une menace pour sa vie.

### Le référendum remporté de justesse par Erdogan l'incite-t-il à mesurer ses propos ?

Le président turc reste droit dans ses bottes sur le plan intérieur. Il ne cède rien. C'est plus le contexte international qui a changé. Les premiers choix isolationnistes et pro-arabes de Trump incitent le président turc à la prudence. Il adapte son discours à cette réalité, d'autant plus que les Européens font preuve de fermeté avec lui.

Les déclarations les plus outrancières d'Erdogan ont de surcroît correspondu à une période de faiblesse de son partenaire européen, au moment du Brexit ou de l'élection de Trump. Elles s'estompent avec le regain d'optimisme en Europe, avec le reflux des mouvements populistes.

### Le blocage des négociations d'adhésion avec l'UE est-il définitif ?

Rien ne laisse présager que ces discussions seront relancées, même si personne n'ose assumer une éventuelle rupture d'un côté comme de l'autre. Une large minorité de Turcs ont encore envie de l'UE. Les autorités tiennent beaucoup, par exemple, à la libéralisation des visas : ce serait de fait un accord très important pour Erdogan, même s'il est désormais difficilement acceptable pour les Européens. On a reculé sur cette question en raison des mesures d'exception prise dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, après le putsch manqué.

Les négociations d'adhésion sont au point mort, mais certains aspects des relations entre l'UE et la Turquie peuvent en revanche être confortés, en particulier au sujet de l'Union douanière. Les Turcs demandent ainsi à être associés aux discussions quand l'UE négocie des accords de libre-échange avec des pays tiers. A ce stade, ils sont liés par ces accords, sans participer à leur conception. On pourrait aussi élargir l'union douanière aux produits agricoles et aux services. Encore faut-il que les Européens, qui se sont sentis insultés ces derniers temps, jouent le jeu, alors que ces perspectives risquent de susciter des oppositions dans certaines capitales.

### La menace d'Erdogan de suspendre l'accord migratoire signé au printemps 2016 est-elle plausible ?

Ce compromis a été beaucoup critiqué mais le résultat est là. Il a permis de réduire fortement les passages de réfugiés entre les côtes turques et la Grèce. Sa suspension est une menace en l'air. D'abord en raison de l'importance de l'aide financière versée aux Turcs, en deux temps : 3 milliards d'euros d'ici à fin 2017, puis 3 milliards supplémentaires si tout se passe bien. Ensuite, parce que l'effet du contrôle aux frontières dissuade les arrivées vers la Turquie. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE RICARD



**Pierre Vimont**  
Diplomate et chercheur associé au think tank Carnegie Europe.

(PHOTO : CLAUDE TRUONG-NGOC)